

**Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Nations Unies, New York, les 6-7 juillet 2015**

**DECLARATION SUR LA SECURITE ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni au siège des Nations Unies à New York les 6 et 7 juillet, a mené des débats sur le thème de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Ces interventions reflétaient les points de vue du monde entier sur la nécessité d'une action forte contre le terrorisme à la recherche d'un avenir plus sûr.

Le Conseil a également rappelé sa précédente déclaration sur la résolution des conflits, faite à Genève, reconnaissant qu'il était nécessaire pour le mouvement social démocrate de rester au premier plan de la lutte pour relever le double défi de la lutte contre le terrorisme et de la construction de la paix, pour rendre le monde plus sûr.

Chaque perte d'une vie innocente suite à un attentat terroriste est une tragédie, et le Conseil exprime sa solidarité avec tous ceux qui sont touchés par les attaques terroristes dans le monde. L'éradication du terrorisme dans le monde est un objectif fondamental pour le mouvement social démocrate, afin de protéger les vies et les moyens de subsistance. Une vie en sécurité, sans crainte d'attaques aléatoires, est un droit fondamental qui est actuellement nié à des millions de personnes dans le monde. Aucune région du monde n'a été épargnée par le fléau du terrorisme et il faudra un effort mondial coordonné pour lutter contre cette menace.

L'organisation terroriste appelée ISIS ou Daech continue à poser un grand risque pour les régions de Syrie et d'Irak où elle opère le plus largement, ainsi que pour le reste du monde. Sa campagne de violence et de destruction de la vie humaine et du patrimoine culturel reflète l'idéologie déformée qu'adoptent ces fanatiques. L'envergure des atrocités perpétrées par le Daech exige une réponse de l'ensemble de l'humanité afin de stopper et d'inverser sa progression.

Le Conseil exprime également son soutien à toutes les forces en Irak et en Syrie qui se trouvent en première ligne de la lutte contre ISIS. Le peuple kurde dans la région du Kurdistan et dans les zones libérées du Kurdistan syrien, en particulier Rojava, ont mené des efforts pour établir une société démocratique, non-sectaire, ethnique, pluraliste et avec égalité entre les sexes et ont fait de grands sacrifices dans la bataille en cours contre les extrémistes. Le gouvernement régional kurde (GRK) fournit un grand nombre de services aux 2 millions de personnes déplacées et réfugiées avec un front de bataille avec ISIS de 1050 km. L'IS exprime sa reconnaissance et son soutien au GRK et à son président Massoud Barzani pour leurs efforts contre ISIS. Nous soutenons fortement la solution pacifique de la cause kurde au Moyen-Orient.

Il faut également lancer des initiatives pour protéger les personnes susceptibles d'être séduites par la propagande du Daech et de tenter de partir rejoindre ce groupe terroriste. Il est dans l'intérêt des pays d'origine et de destination d'empêcher ces combattants étrangers de rejoindre le Daech. Ces efforts doivent s'inscrire dans un effort plus large pour comprendre et lutter contre les causes du terrorisme afin d'éviter son élargissement. Bien que le terrorisme doive toujours être condamné, on ne résoudra

jamais le problème si l'on n'examine et ne neutralise pas les griefs qui poussent les personnes désaffectées à se tourner vers cette voie extrémiste.

Le Conseil regrette l'incapacité des récents pourparlers de paix à Genève à obtenir un cessez-le-feu au Yémen, où la violence et la terreur se sont généralisées. L'Internationale socialiste, qui est restée active et engagée avec ses partenaires yéménites tout au long des bouleversements des récentes années, reconnaît que le destin des Yéménites est en jeu alors qu'ils cherchent à bâtir une société inclusive et une démocratie fonctionnelle. Le Conseil réitère l'importance du rôle que joueront les partenaires internationaux du Yémen et demande la reprise des négociations de paix coordonnées par les Nations Unies. Sans solution politique et restauration du gouvernement légitime du Yémen, la situation humanitaire déjà grave continuera à empirer et un cessez-le-feu immédiat est nécessaire pour rétablir les approvisionnements en aliments, carburant et médicaments.

Nous resterons aussi aux côtés de la démocratie et de la sécurité en Tunisie, où deux attentats terroristes ont récemment menacé les progrès accomplis depuis la Révolution du Jasmin en 2010-11. Le Conseil réitère sa solidarité avec le parti membre de l'IS en Tunisie, Ettakatol, et avec les citoyens de Tunisie dont les moyens d'existence futurs sont menacés par l'insécurité et l'instabilité. Aujourd'hui plus que jamais la Tunisie a besoin d'aide pour rester un contre-exemple de l'image mondiale des extrémistes et des fondamentalistes. Il est également crucial d'empêcher un retour au passé et à l'utilisation du prétexte de la sécurité comme excuse pour limiter la démocratie et les droits.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste exprime sa vive préoccupation quant à la situation qui prévaut en Libye et menace la stabilité de la région. Le Conseil soutient les efforts des Nations unies et du représentant du secrétaire général pour une solution politique fondée sur le dialogue entre les différentes composantes de la société libyenne.

La sécurité au Moyen-Orient dépend aussi d'une résolution paisible du conflit entre Israël et la Palestine, et le Conseil réitère la déclaration faite lors de sa précédente assemblée à Genève, demandant la reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme sa capitale, et la fin de l'occupation. Une solution à deux États est la seule manière d'obtenir une paix durable, avec un État israélien et un État palestinien existant côte à côte dans la sécurité. C'est dans ce but que nous soulignons notre encouragement de l'approche non-violente à tous les niveaux et par toutes les parties, et notre soutien à un gel total des activités de colonisation, de destruction des logements et de déportation des Palestiniens.

Les conflits non résolus sont également une préoccupation dans la CEI, dans le Caucase et dans la région de la mer Noire, notamment la crise qui se poursuit en Ukraine et qui a un effet déstabilisant sur la sécurité dans toute cette région. Le manque de progrès dans l'obtention d'un cessez-le-feu est profondément troublant et le Conseil réitère l'appel du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire demandant aux parties du conflit de respecter le droit international et de mettre en œuvre le cessez-le-feu tel que présenté dans l'accord de Minsk II, ainsi que toutes ses autres dispositions.

Le Conseil exprime sa solidarité au parti membre de l'IS au Nigeria, qui continue sa lutte contre le terrorisme armé. Nous réitérons notre soutien aux efforts régionaux pour lutter contre la menace que représente Boko Haram, soulignée une fois de plus par une vague d'attentats qui ont fait plus de 150 morts dans l'état de Borno la semaine dernière. Cette coopération est cruciale pour mettre un terme à cette campagne terroriste qui dure depuis six ans.

Le Conseil réitère les appels lancés par le Comité de l'IS pour l'Afrique lors de sa récente réunion à Bamako pour l'élaboration et l'adoption d'une stratégie de sécurité commune par le biais d'une convention pour la sécurité en Afrique. En Afrique comme ailleurs, la sécurité fait partie intégrante des politiques de bonne gouvernance et de développement durable.

Le Conseil se félicite de la récente signature de l'accord d'Alger par toutes les parties au Mali. Cet accord de paix est un progrès non seulement pour le Mali mais aussi pour tout le Sahel, et nous félicitons le gouvernement du Mali et le Président Keita pour cet accomplissement en faveur de la paix, de la justice et de la sécurité. L'IS poursuivra son engagement actif au Mali par le biais de ses partis membres et se réjouit à l'avance de la pleine application de l'accord de paix et de la réalisation du processus de réconciliation nationale.

Le Conseil considère qu'il est essentiel de poursuivre le processus de paix entre le Gouvernement colombien et les FARC à La Havane. Il prie instamment les parties d'accélérer les délibérations afin d'arriver dès que possible aux accords devant produire la fin de l'insurrection armée par les FARC et l'intégration de ses membres, avec toutes les garanties de sécurité personnelle et politique, à la démocratie colombienne. Lors de la prochaine réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui aura lieu en août à Cartagena, il délibérera sur la proposition du Parti Libéral colombien de nommer un comité de suivi de l'IS du processus de paix en Colombie.

L'Internationale Socialiste a été et restera proactive dans la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde, notamment grâce à sa capacité à rassembler des parties de camps opposés d'un conflit dans un esprit de coopération fondé sur des valeurs idéologiques communes. Le terrorisme prend de nombreuses formes mais son facteur commun est un mépris absolu pour la vie humaine et une volonté d'infliger des souffrances aléatoires à des personnes innocentes. La menace du terrorisme ne respecte pas les frontières et exige une réaction multilatérale ainsi qu'une coopération internationale renouvelée.

---